

parce que ses monnaies sont...
prises attires vers le haut...
Corin, franc belge, etc.) et les...
proposés dans le livre de...
monnaie, par son action...
menant à dévaluer le dollar. C'est ce qui...
vient de se produire.
Il n'y avait en effet aucune

raison pour que les pays de la...
C.E.E. touchent à nouveau le...
fragile équilibre de leurs parités...
monétaires et compliquent encore...
un peu plus l'ajustement de...
la politique agricole commune...
(une réévaluation d'une ou plu-
sieurs devises européennes aurait

de normalement se traduire par...
une baisse des prix agricoles : en...
période électorale pour la...
France) et que la balance...
commerciale des Etats-Unis...
a été accusé en 1972 un déficit...
triple de celui de 1971.

à la presse. — Ils ont, au cours de...
la crise, proposé des solutions...
ou bien une fluctuation de toutes...
les monnaies européennes vis-à-
vis du dollar, ou bien une déval-
uation de celui-ci. La décision...
aurait même été prise à Wash-
ington, dit-on, dès le mardi...
6 février. Le taux choisi —
10 % — est considéré en général...
comme élevé (« presque une dé-
valuation sauvage », disait-on à...
Paris mardi matin). Quoi qu'il...
en soit, le dénouement au moins...
provisoire de la crise fait penser...
à ces bombes que les militaires...
appellent « propres » parce...
qu'elles ne comportent pas d'au-
tres conséquences que celles qui...
résultent de l'explosion elle-
même.

14 février 73

APRÈS LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. MITTERRAND

Le débat sur les institutions est toujours empreint d'une grande ambiguïté

Au cours d'une conférence de presse tenue lundi après-midi, M. François Mitterrand, commentant le récent entretien télévisé de M. Georges Pompidou, n'a pas contribué à éclaircir le débat sur les institutions et sur la situation que créerait une victoire électorale de la gauche unie.

Le premier secrétaire du parti socialiste a contesté sur plusieurs points les analyses du chef de l'Etat, mais il a déclaré : « Sauf accident de parcours, que nous ne souhaitons pas, le président de la République doit aller au terme de sa charge. »

Bénéficiant depuis plusieurs semaines de l'intense propagande que la majorité a faite à son programme commun de gouvernement, créditée par plusieurs sondages concordants de pourcentages d'intentions de vote plus qu'encourageants, la gauche

unie demeure fort active. M. Mitterrand continue de bondir de ville en ville tandis que le P.C.F. multiplie les meetings. Mais les leaders de la gauche font preuve de la plus grande mesure ; ils se comportent — et peut-être ont-ils raison de leur

point de vue — comme s'il s'agissait pour eux de parvenir « en roue libre » jusqu'à la ligne d'arrivée du 4 mars et de ne rien dire ou faire qui puisse compromettre leurs chances communes avant le premier tour des élections législatives.

Les ministres des finances des Neuf vont toutefois se réunir à Bruxelles mercredi à 16 h. pour examiner la nouvelle situation. D'ores et déjà, le gouvernement de Rome a décidé de rendre la lire « flottante ». Huit mois après celui de Londres, il se retire donc à son tour de l'accord intracommunautaire sur le redressement des marges de fluctuation, première et fragile ébauche de l'union monétaire. Au lieu de l'unification promise, c'est au morcellement des régimes monétaires qu'on assiste. On distinguera à l'intérieur de la C.E.E. trois cas distincts : celui des pays à parité fixe (Allemagne, Pays-Bas, Danemark), celui des pays à double marché (France, Union belge-luxembourgeoise), celui des pays à monnaie fluctuante (Grande-Bretagne, Italie, Irlande). Dans ces conditions, on peut difficilement parler d'un renforcement de la cohésion monétaire de l'Europe.

(Lire la suite page 2, 4^e col.)

L'insuffisance de la suffisance

Par ANDRÉ FONTAINE

La couverture de l'Espresso de cette semaine représente un homme assis, songeur, la main sous le menton, dans un fauteuil Louis XV. A croire la légende, rédigée en français, M. Pompidou est « à la recherche du temps perdu ». Il sait déjà, nous dit l'article qui lui est consacré, que la France « ne sera plus la même après les élections ». Car « les jours heureux (palmy) du gaullisme sont passés ».

trier leur détachement, de la communauté nationale, de « séparatistes ». Dans l'hypothèse la plus favorable pour lui, M. Pompidou ne sera pas, comme il devrait l'être, le président de tous les Français, mais celui d'une moitié d'entre eux face à une autre moitié, dont le gain considérable de suffrages aurait galvanisé la résignation et qui se préparera sans tarder, avec la conviction de la gagner, pour l'étape suivante.

(Lire la suite page 10, 3^e col.)

On a pu le constater lundi soir en entendant M. Marchais, secrétaire général du parti communiste, affronter avec beaucoup de retenue et presque de douceur, sur les ondes de R.T.L., M. Michel Debré, et défendre devant le ministre d'Etat chargé de la défense nationale la thèse suivante : au cas où « le peuple refuserait sa confiance » au P.C.F. celui-ci ne ferait pas appel « aux masses » contrairement à ce qu'annoncent M. Pompidou et plusieurs autres porte-parole de la majorité, mais se contenterait de « reprendre sa lutte dans l'opposition ». C'est très exactement ce que le programme commun indique, mais l'insistance mise à le rappeler témoigne du souci que le parti a de rassurer.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 9, 1^{re} col.)

AU JOUR LE JOUR

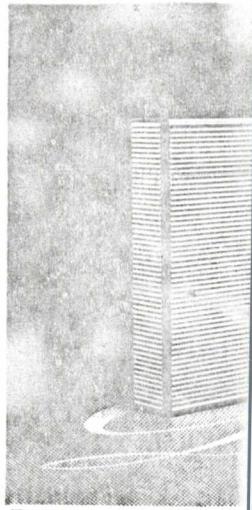
Musique et littérature

Les Corses se plaignent que les nouvelles machines à voter vont leur interdire de s'exprimer pleinement. Pourtant, ces espèces d'orgues électorales, avec leurs touches multiples sur lesquelles l'électeur sera invité à pianoter son opinion, évoquent un instrument de musique. Et quoi de plus expressif que la musique, surtout pour quelqu'un qui la connaît bien ?

Cela dit, on peut lui préférer la littérature des bulletins imprimés. Quoi qu'en dise Marshall McLuhan, la galaxie Gutenberg n'a pas perdu son prestige.

Le choix est important. Faut-il voir dans les élections une symphonie plus ou moins concertante ou bien faut-il en faire tout un poème ?

ROBERT ESCARPIT.

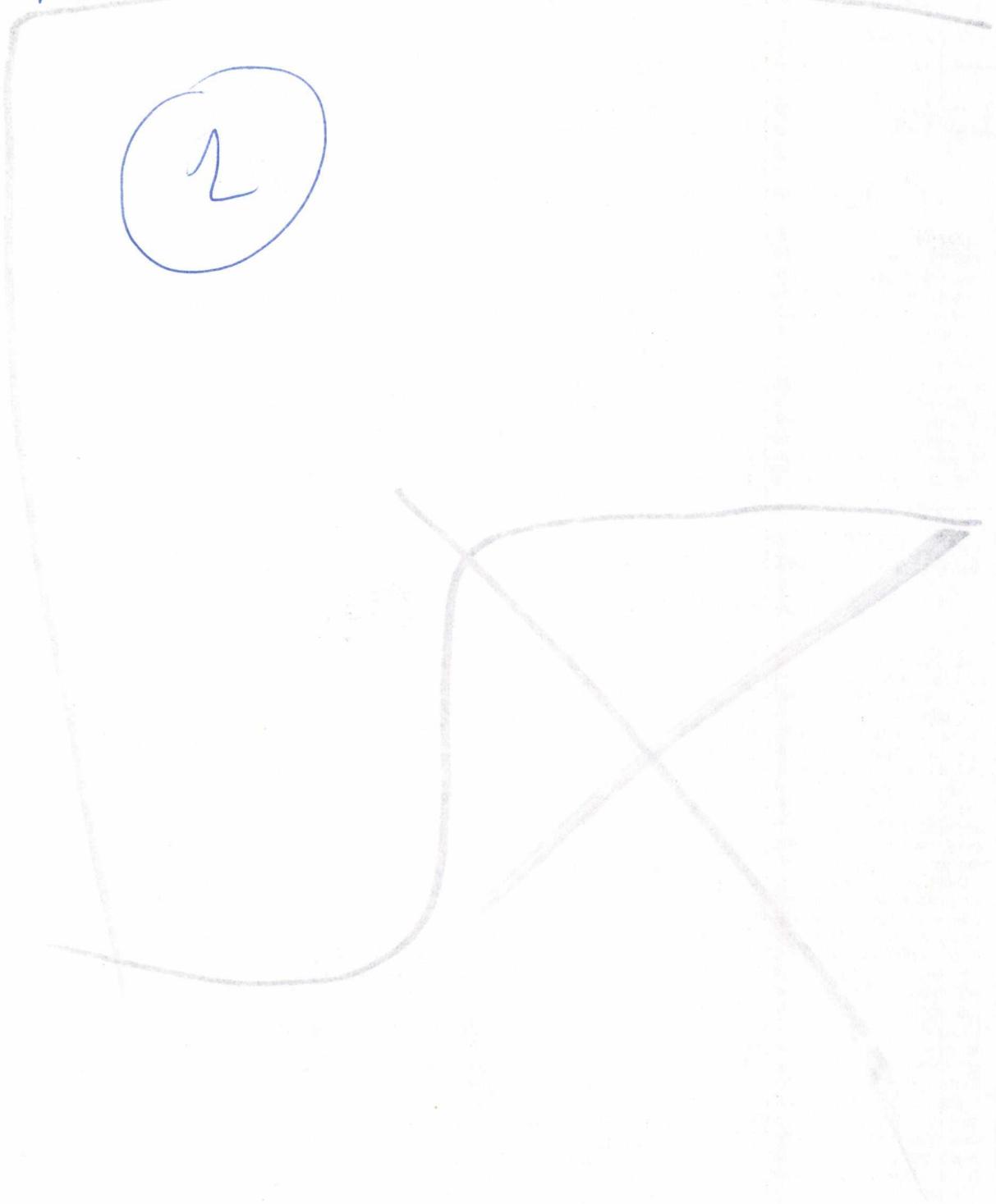


Briquets en or ou habillés de laque d'argent.

S.T.

LE MONDE 14 février 1973

2



L. Mitterrand : mettre en place un gouvernement de minorité, ce s

Dans les locaux du siège parisien du parti socialiste, trop étroits pour recevoir la foule des journalistes qui étaient venus écouter M. François Mitterrand, le premier secrétaire du P.S. a tenu, lundi 12 février après-midi, une conférence de presse au cours de laquelle il s'est appliqué à répondre à l'entretien télévisé du 8 février de M. Georges Pompidou.

M. François Mitterrand a notamment déclaré : « Nous n'avons qu'un seul souverain en France, M. Pompidou, vous et moi, c'est le peuple. Le rôle du président de la République n'est pas de créer le désordre, mais d'harmoniser les inévitables contradictions, constantes de l'évolution d'un grand peuple. » Peut-on demander aux Français, comme le fait le président de la République, simplement parce que lui-même a été élu en 1969 pour sept ans, peut-on demander

aux Français de rester immobiles, au garde-à-vous, un si long temps ? Quatre ans, après tout, c'est le terme normal des consultations populaires dans la plupart des grands pays démocratiques, voyez les Etats-Unis d'Amérique. » Nous respectons la Constitution, même sur certains points, même si nous souhaitons en changer plusieurs dispositions. Pour l'instant, la Constitution implique l'élection d'un président de la République doté de vrais

pouvoirs, pour sept ans. Nous demandons, comme beaucoup d'autres, en particulier plusieurs membres du gouvernement actuel, comme M. Edgar Faure, que ce mandat soit de cinq ans. » Tant que cette disposition ne sera pas changée, nous respecterons, non seulement les dispositions votées par le peuple français en 1958, mais aussi les personnes qui remplissent les fonctions. » Si l'on demande au peuple de donner son avis — ce à quoi ser-

vent a latives - ter ? Si le peup il me se tion sur que l'on J'ajoute tutionn program che, domes de tion qu tain no annuler simulée publicu

Le débat sur les institutions est toujours empreint d'une grande ambiguïté

(Suite de la première page.)

Ce souci avait été mis en lumière quelques heures plus tôt, au siège du parti socialiste, où M. Mitterrand avait protesté à plusieurs reprises, devant les journalistes, de la pureté de ses intentions : la gauche s'inclinera devant le résultat des élections, quel qu'il soit, elle croit à l'alternance, que la majorité n'admet pas, elle respecte non seulement les institutions mais « les personnes qui remplissent les fonctions » et elle ne veut pas le moindre mal à M. Pompidou : « Sauf ac-

cident que nous ne souhaitons pas le président de la République doit parvenir au terme de sa charge. »

C'est ici qu'apparaît une grave ambiguïté pour ne pas dire plus. M. Mitterrand est dans son droit lorsqu'il rappelle au premier personnage de l'Etat que le seul souverain est le peuple, qui saura « raison garder », lorsqu'il estime que ce peuple n'est pas obligé de « rester immobile et au garde-à-vous » pendant toute la durée du septennat, lorsqu'il fait valoir qu'il ne sert à rien de le consulter si l'on est décidé à ne pas

l'écouter, lorsqu'il prie le président de la République de se comporter en « chef d'Etat et non en chef de parti », lorsqu'il lui reproche de couper le pays en deux en présentant les élections législatives comme un affrontement entre l'union de la gauche et « tous les autres ». Il a tort, en revanche, répondant (après trois journées et demie de réflexion) à M. Pompidou, de faire comme si celui-ci n'avait pas parlé.

alors que, s'il allait jusqu'au bout de son propre raisonnement, il devrait repousser comme inadmissible et scandaleuse une telle éventualité. M. Alain Peyrefitte, secrétaire général de l'U.D.R., n'a pas tout à fait tort, dans ces conditions, d'estimer que le premier secrétaire du parti socialiste « s'emploie à obscurcir le débat », et M. Michel Rocard, secrétaire national du P.S.U., a raison de reprocher à la gauche de « laisser croire qu'elle pourra garder M. Pompidou ».

Au cours de son entretien avec les journalistes, M. Mitterrand a été conduit à rappeler les « divergences » qui existent entre socialistes et communistes à propos de l'Europe et de l'autogestion. M. Marchais en a pris ombrage et l'Humanité a réagi en ne consacrant qu'une place limitée, en cinquième page, à la conférence de presse du député de la Nièvre, mais il n'y a pas à en tirer grandes conséquences : les divergences auxquelles il a été fait référence ne datent pas d'hier et portent sur le moyen sinon sur le « long terme », et il n'est pas surprenant que le P.C.F., appelant quotidiennement les électeurs à placer ses candidats en première position, ait d'autre souci que de faire de la publicité à son principal associé.

La querelle est mineure au regard de la profonde et grave ambiguïté qui subsiste sur la manière d'accepter, d'interpréter ou... de refuser les institutions qui régissent le pays depuis bientôt quinze ans.

RAYMOND BARRILLON.

Après ueilli éconon import tituteur du P.S. « C'e la Rép problen prioriti faute s plète la pos itiques rité pe du che par résolu » M blème cette nace Je n'ti de la tremen la vol s'expr tendis les con tation en che » M l'alter cepte. Je lat tranch présid Mais d'ache de la déplor sages. Tout ions, institu noté norité régime dans a-t-il ment jorité impos tion,

M. PEYREFITTE : M. Mitterrand s'emploie à obscurcir le débat.

M. Alain Peyrefitte, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré lundi 12 février après la conférence de presse du premier secrétaire du P.S. :

« Le président de la République avait clarifié le débat. M. Mitterrand s'emploie à l'obscurcir à nouveau. Il fait semblant de croire que la Constitution ne serait pas remise en cause par le succès d'une coalition décidée à imposer son programme et ses ministres au président de la République, élu par le peuple souverain. Il a la témérité de prétendre que les libertés des citoyens ne seraient pas mises en péril par la livraison de la moitié de l'Etat au parti communiste.

« Si les Français veulent renverser leur Constitution, chambarder la société, prendre le risque du communisme, ils le peuvent. Mais ce doit-être au terme d'un débat moins fallacieux. Il n'est pas tolérable qu'ils tombent dans un piège sans le savoir. On enregistrera, cependant, que le gouvernement que M. Mitterrand souhaite constituer avec M. Marchais n'aurait pas de politique européenne. C'est une confirmation instructive au moment précis où l'Europe subit les assauts que l'on

M. MARCHAIS : je m'étonne que l'on parle de divergences.

M. Georges Marchais a répondu « hors antenne », lundi 12 février aux questions des journalistes du R.T.L. à la suite du débat qu'il avait opposé à M. Michel Debret. Le secrétaire général du P.C.F. a rappelé la position de son parti sur la construction européenne et la gestion des entreprises, deux points sur lesquels M. Mitterrand a noté que des divergences existent entre l'analyse du P.C.F. et celle du P.S. M. Marchais a expliqué :

« Je m'étonne que l'on parle de divergences, puisque nous nous sommes mis d'accord sur un programme commun qui annonce une politique claire pour les cinq années à venir.

« Je suis surpris qu'on parle aujourd'hui de divergences, alors que pour nous, il n'y a qu'une attitude : c'est la fidélité, une fidélité totale au programme commun de la gauche et la volonté chez nous d'appliquer ce programme, rien que ce programme, et tout le programme. Voilà la position du parti communiste français. »

M. ROCARD : la gauche ne doit pas laisser croire

Le 8 février, le chef de l'Etat avait très clairement laissé entendre qu'il ne s'accommoderait pas d'un succès électoral de la gauche et qu'il ne saurait appeler au pouvoir des équipes qui proposent, dans tous les domaines, une politique incompatible avec ses propres vues. S'il est habile de faire écho à ceux qui pensent que le respect du suffrage universel impose au président de la République de former le gouvernement en fonction du résultat des élections, il n'est pas totalement scrupuleux de « faire comme si » M. Pompidou ne s'y était pas par avance refusé. M. Mitterrand lui demande d'« harmoniser les inévitables contradictions » en sachant bien qu'il ne peut s'agir là que d'un vœu pieux, et que depuis dix ans — au Parlement et ailleurs — l'incompatibilité des thèses de la gauche et de celles du pouvoir est cent fois apparue. Le premier secrétaire du parti socialiste se borne à indiquer que la mise en place d'un « gouvernement de minorité » serait « un calcul imprudent » dans un pays comme la France,

TWA SERVICE AMBASS PARIS-WASHINGTON

LE MONDE 14 février 1973

2

